

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1926

Proposition de loi relative à la fixation légale des conditions
de travail des employés.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Une des catégories les plus intéressantes parmi les travailleurs est celle des employés. A l'exception de quelques grands centres, où leur nombre a permis la constitution de syndicats, et où aussi une opinion publique avertie a pu exercer une influence sérieuse sur les conditions de travail des employés, la situation de ceux que l'on a appelé les travailleurs intellectuels est souvent déplorable. Dans des centres industriels où les ouvriers sont parvenus, par l'organisation syndicale, à obtenir des salaires convenables, les employés en sont encore réduits à vivre avec des appointements de famine; leur situation matérielle est lamentable. Beaucoup d'entre eux, qui ont charge de famille, sont dans une situation voisine de la misère.

Il serait difficile de fixer, d'une façon rationnelle et sûre, par un texte législatif, les conditions qui devraient régir le travail des employés de tout un pays. On devrait procéder empiriquement, et étant donnée l'impossibilité de tenir compte de toutes les circonstances particulières à chaque industrie, à chaque commerce, dans des régions différentes, on aboutirait fatalement à la confusion et à l'erreur.

Aussi, le projet que nous avons l'honneur de déposer aujourd'hui sur le bureau de la Chambre s'inspire-t-il de méthodes qui tiennent compte, essentiellement, de toutes les contingences qui font varier les salaires, de milieu à milieu, d'industries à industries. Il se rattache à une des initiatives heureuses prises par M. le Ministre Wauters pour résoudre les conflits industriels, et dans l'espèce, à la création de commissions industrielles qui, créées dans toute une série de grandes industries, ont pour mission d'étudier, d'accord avec le Ministre de l'Industrie et du Travail, les difficultés qui peuvent surgir, à l'occasion du travail, entre employeurs et salariés. Rappelons à cet égard la Commission des mineurs, de la métallurgie, de l'industrie textile. Ces institutions ont rendu, jusqu'à présent, les plus signalés services; elles ont plus d'une fois apaisé les conflits dont les conséquences eussent pu être les plus graves.

Il est à remarquer que ces commissions n'ont pas toujours borné leur rôle à l'examen des conflits généraux, englobant toute une industrie. Elles se sont

occupées de nombreux cas particuliers. Citons, par exemple, la Commission de l'industrie textile, dont la compétence s'étend sur les Flandres. On n'ignore point que de nombreux industriels, pour échapper, pendant un certain temps, aux conditions de salaire et de travail obtenues par la puissance syndicale, établissent leurs usines, chaque fois que cela leur est possible, dans les centres non industriels ou semi-industriels. Ils y trouvent, d'une part, une main-d'œuvre non syndiquée ou à peine syndiquée, qu'ils exploitent facilement; mais, d'autre part, ils font une concurrence dure aux industriels des grands centres, dont le prix de revient est, vis-à-vis d'eux, défavorablement influencé par le coût plus élevé de la main-d'œuvre. Or, chaque fois que la Commission a dû intervenir à l'occasion de conflits dans des industries soumises à de telles conditions de travail, il y a eu tendance marquée à une espèce d'unification des conditions de travail, la situation d'un centre réagissant sur les autres.

La classe ouvrière y a trouvé son profit, l'industrie en général aussi.

Nous nous sommes demandés s'il n'était point possible d'appliquer la méthode indiquée ci-dessus à la fixation des conditions de travail des employés, et si la création de commissions du genre de celles créées par le Ministre de l'Industrie et du Travail ne pourrait produire ce résultat d'équilibrer les conditions de travail des employés de l'industrie et du commerce, de les faire atteindre une norme convenable dans tout le pays, de façon à réaliser ce que l'isolement dans lequel vivent ces travailleurs ne leur a point permis de réaliser. Nous arriverons ainsi d'une part, à faire atteindre aux traitements des employés un niveau qui, non seulement leur permette de vivre, mais qui corresponde, effectivement, à l'importance du travail fourni par eux.

C'est à cette idée que répond notre projet. Celui-ci crée, par arrondissement administratif, une commission d'industriels, de commerçants et d'employés. Elle est présidée par un délégué du Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale. Son rôle est de fixer les conditions normales de travail qui devront être appliquées aux employés, dans toute l'étendue de leur ressort, suivant les régions et les industries ou commerces.

La difficulté la plus sérieuse était de rendre leurs décisions effectives. Nous avons pensé, dès l'abord, à ne déterminer à leur application aucune sanction. Il n'est point douteux, en effet, que l'opinion publique pourrait jouer ici un rôle prépondérant dans l'obtention, par un groupe déterminé de travailleurs, de conditions de travail plus favorables. L'influence de cette opinion publique aurait pu agir efficacement sur les patrons réfractaires aux décisions des commissions, d'autant plus que, dans l'espèce, ces patrons se trouveraient en opposition flagrante et publique avec leurs pairs. Les facteurs moraux auraient pu efficacement jouer dans ces cas.

Nous avons cru cependant qu'il valait mieux assurer une sanction et ne point hésiter à entrer, une fois de plus, dans la voie de l'obligation. Le temps n'est plus où la moindre intervention du Pouvoir dans les relations entre employeurs et salariés soulevait de véhémentes protestations. Dans de nombreux pays, et entre autres en Belgique, l'État est intervenu, législativement, pour déterminer les conditions de travail qui doivent être appliquées dans l'industrie.

De nombreuses législations ont organisé les conditions de travail des ouvriers — salaires, heures de travail, etc. — et imposé ces conditions aux employeurs sous des sanctions pénales. Nous trouvons dans certaines de ces législations des comités de salaires dont les pouvoirs sont ceux que notre projet de loi donne aux commissions provinciales qu'il crée.

Notre projet n'innove donc ni en matière de fixation des salaires minima, ni en ce qui regarde les sanctions, ni, non plus, en ce qui concerne la compétence des organismes qui détermineront les conditions de travail des employés.

La loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés prévoit des retenues importantes sur les traitements.

L'enquête organisée par le Département de l'Industrie et du Travail (15 avril 1920) sur la situation des employés a révélé des situations lamentables.

Les traitements d'un grand nombre d'employés et employées sont tels qu'il importe de prendre des mesures pour aboutir à leur relèvement et permettre ainsi aux intéressés de faire face aux exigences que la nouvelle loi leur impose.

Jos. BOLOGNE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 FEBRUARI 1926.

Wetsvoorstel tot wettelijke bepaling van de arbeidsvoorwaarden der bedienden.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN.

Eene der klassen van arbeiders, die de meeste belangstelling verdienen, is die der bedienden. Buiten eenige groote centums, waar hun aantal toeliet syndicaten tot stand te brengen en waar ook eene goed voorgelichte openbare zienswijze een ernstigen invloed op de arbeidsvoorwaarden der bedienden kon uitoefenen, is de toestand dergenen die men de intellectueele arbeiders heet, vaak betreurenswaardig. In de nijverheidscentums, waar de werklieden er in slaagden door de syndicale inrichting behoorlijke loonen te bekomen, zijn de bedienden gedwongen van hongerwedden te leven; hun stoffelijke toestand is erbarmelijk. Velen hunner, die aan het hoofd van een gezin staan, verkeeren in eenen toestand die aan ellende grenst.

Bezwaarlijk zou men de voorwaarden, die den arbeid der bedienden van geheel een land zouden moeten regelen, op oordeelkundige en zekere wijze in een wetstekst kunnen vastleggen. Men zou moeten empirisch te werk gaan en daar het onmogelijk is rekening te houden met al de omstandigheden, eigen aan iederen nijverheidstak, aan iederen handel, in verschillende streken, zou men onvermijdelijk in verwarring of in dwaling geraken.

Ook steunt het ontwerp, dat wij de eer hebben heden aan de Kamer voor te leggen, op methodes, waarbij hoofdzakelijk in aanmerking worden genomen al de mogelijke gevallen, die de loonen, van midden tot midden, van nijverheid tot nijverheid, doen verschillen. Het staat in verband met een der voortreffelijke initiatieven, door Minister Wauters genomen om de geschillen in de nijverheid op te lossen en, in dit geval, met de oprichting van nijverheidscommissiën die, in eene geheele reeks nijverheidstakken tot stand gebracht, in opdracht hebben, in onderling overleg met den Minister van Nijverheid en Arbeid de moeilijkheden te bestudeeren welke, naar aanleiding van den Arbeid, tusschen werkgevers en bezoldigden kunnen oprijzen. Herinneren wij te dien opzichte aan de Commissiën van de mijnwerkers, van de metaalnijverheid, van de textiel-nijverheid. Tot heden hebben die instellingen de meest uitstekende diensten bewezen; meer dan eens hebben zij de geschillen bijgelegd, die de ergste gevolgen konden hebben.

Er dient te worden opgemerkt dat die Commissiën niet altijd hunne rol

beperkten tot het onderzoek der algemeene geschillen, welke zich tot eene gansche nijverheid uitstrekten. Met talrijke bijzondere gevallen hielden zij zich onledig. Spreken wij, bij voorbeeld, van de Commissie der textiel-nijverheid, welker bevoegdheid zich uitstrekt over beide Vlaanderen. Het is niet onbekend dat talrijke nijveraars, om gedurende eenigen tijd te ontsnappen aan de loons- en arbeidersvoorwaarden door de macht der syndicaten bekomen, hunne fabrieken in niet-industriele of half- industriele centrum's vestigen, telkens als het hun mogelijk is. Daar vinden zij eenerzijds niet gesyndikeerde of pas gesyndikeerde handenarbeiders, die zij gemakkelijk uitbuiten; doch anderzijds doen zij aan de nijveraars der groote centrum's, wier kostende prijs nadeelig beïnvloed wordt door den hooger prijs van den handenarbeid, eene harde mededinging aan. Welnu, telkens als de Commissie moest optreden naar aanleiding van geschillen in aan zulke voorwaarden onderworpen nijverheidsbedrijven, volgde daaruit eene merkbare strekking om eenigszins eenheid te brengen in de arbeidsvoorwaarden, omdat de toestand van deze of gene plaats inwerkte op de overige plaatsen.

De arbeiders hadden er voordeel bij, ook de nijverheid in 't algemeen.

Wij hebben ons afgevraagd of het niet mogelijk was, de bovengemelde methode toe te passen op de bepaling van de arbeidsvoorwaarden der bedienden en of de oprichting van commissiën in den aard van die, door den Minister van Nijverheid en Arbeid opgericht, niet de arbeidsvoorwaarden der nijverheids- en handelsbedienden zou kunnen in evenwicht brengen, hun in het gansche land eene behoorlijke norm doen bereiken, om te verwezenlijken wat de afzondering, waarin die arbeiders leven, hun niet toeliet te verwezenlijken. Zóó zouden wij er toe komen, eenerzijds, de jaarwedden der bedienden te brengen tot op een peil, dat niet alleen hun zou toelaten te leven, maar dat werkelijk zou overeenstemmen met de belangrijkheid van het door hen geleverde werk.

Door die gedachte werd ons dit voorstel ingegeven. In elk bestuurlijk arrondissement richt het eene Commissie van nijveraars, handelaars en bedienden op. Die Commissie wordt voorgezeten door een afgevaardigde van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg. Zij heeft in opdracht de normale arbeidsvoorwaarden te bepalen welke, volgens de gewesten en de nijverheids- of handelsbedrijven, op de bedienden zullen moeten toegepast worden in geheel haar gebied.

De grootste moeilijkheid bestond hierin, aan hunne beslissingen kracht van uitvoering te geven. Eerst hadden wij gedacht geen enkele bekrachtiging voor hunne toepassing te bepalen. Het valt althans niet te betwijfelen, dat de openbare zienswijze hier eene overwegende rol zou kunnen spelen tot het verwerven van gunstigere arbeidsvoorwaarden voor eene bepaalde groep arbeiders. Die openbare meening hadde doelmatig haren invloed kunnen doen gelden op de aan de beslissingen der commissiën weerspannige werkgevers, te meer daar, in dit geval, die werkgevers onloochenbaar en openbaar in strijd zouden zijn met hunne gelijken. De moreele factoren hadden in die gevallen doelmatig kunnen werken.

Wij hebben nochtans geoordeeld dat het beter was eene bekrachtiging te verzekeren en niet te aarzelen eens te meer den weg der verplichting te betreden. De tijd is voorbij, waar de geringste tusschenkomst van de Openbare Macht in de betrekkingen tusschen werkgevers en bezoldigden hevig verzet uitlokte. In talrijke landen — onder andere in België — trad de Staat op, door middel van de wet, om de arbeidsvoorwaarden, die in de nijverheid dienen toegepast te worden, te bepalen.

Talrijke wetten hebben de arbeidsvoorwaarden der werklieden — loonen,

werkuren, enz. — geregeld en deze voorwaarden aan de werkgevers onder strafbepaling opgelegd. In sommige dier wetten zijn looncomiteeten voorzien, waarvan de bevoegdheden deze zijn, welke door ons voorstel aan de daardoor opgerichte provinciale commissiën worden verleend.

Ons voorstel voert dus niets nieuws in, noch voor het vaststellen der minimumloonen, noch voor de strafbepalingen, noch voor wat betreft de bevoegdheid der instellingen, die de arbeidsvoorwaarden der bedienden zullen bepalen.

De wet op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der bedienden, voorziet aanzienlijke afhoudingen van de jaarwedden. Het onderzoek, door het Departement van Nijverheid en Arbeid ingesteld (15 April 1920) over den toestand der bedienden, heeft bedroevende toestanden aan het licht gebracht.

De wedden van een groot getal vrouwelijke en mannelijke bedienden zijn van zulk een aard, dat het noodig is maatregelen te nemen om dezelve te verhoogen en alzoo aan de betrokkenen toe te laten het hoofd te bieden aan de vereischten welke de nieuwe wet hun oplegt.

Jos. BOLOGNE.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Proposition de loi relative à la fixation
légale des conditions de travail des
employés.**

**Wetsvoorstel tot wettelijke bepaling
van de arbeidsvoorwaarden der
bedienden.**

ARTICLE PREMIER.

Il sera créé, dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi, au chef-lieu de chaque arrondissement administratif, par le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, une commission composée d'industriels, de commerçants et d'employés. Ces commissions seront présidées par un délégué du Ministre. Les employés seront, chaque fois qu'il sera possible, choisis parmi les membres de syndicats d'employés. Le nombre des membres de ces commissions sera déterminé par un arrêté royal. Ils seront choisis dans les différentes espèces d'industries et de commerces existant dans la province, en proportion de leur importance.

ART. 2.

Ces commissions auront pour mission d'établir, pour chaque région, les conditions normales de travail des employés des industries et commerces de la province, spécialement en ce qui concerne les appointements. Elles tiendront compte, dans cet établissement, de tous les éléments qui peuvent influer sur la valeur du salaire. Elles tendront à établir, pour la circonscription où s'étendra leur action, des conditions de travail et de rémunération équivalentes pour les diverses catégories d'employés.

EERSTE ARTIKEL.

Binnen twee maanden na de afkondiging van deze wet wordt, ter hoofdplaats van elk bestuurlijk arrondissement, eene commissie, bestaande uit nijveraars, handelaars en bedienden, ingesteld door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg. Die commissiën worden voorgezeten door een afgevaardigde van den Minister. De bedienden worden, telkens als het mogelijk is, aangewezen onder de leden van bedienden-syndicaten. Het getal leden dier commissiën wordt bij Koninklijk besluit bepaald. Zij worden benoemd in de verscheidene nijverheids- en handelstakken, in de provincie bestaande, naar verhouding van hunne belangrijkheid.

ART. 2.

Die commissiën hebben in opdracht, de normale arbeidsvoorwaarden van de bedienden der in de provincie bestaande nijverheids- en handelsbedrijven te bepalen, voor elk gewest, inzonderheid wat de wedden betreft. Bij dit bepalen nemen zij in aanmerking al de gegevens, die de waarde van het loon kunnen beïnvloeden. Zij moeten er zich op toeleggen, gelijke arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden voor de verscheidene soorten van bedienden te bepalen in geheel de omschrijving waar zij werkzaam zijn.

Après approbation du Ministre compétent, leurs décisions seront publiées au *Moniteur*.

ART. 3.

Les conditions de travail fixées par les commissions régionales deviendront des minima obligatoires, en ce sens qu'aucun employeur ne pourra engager un employé à des conditions moins avantageuses que celles fixées par la commission dans le ressort de laquelle il exploite son industrie ou commerce.

Sera nulle, toute convention conclue entre employeur et employé à des conditions moins avantageuses que celles fixées par les commissions provinciales. L'employé auquel auraient été payés des traitements inférieurs à ceux des barèmes provinciaux aura en tout temps et nonobstant tout engagement contraire, le droit d'en réclamer le montant à son employeur.

ART. 4.

Toute infraction aux décisions prises et publiées par les commissions provinciales sera punie d'une amende de 50 à 1,000 francs. En cas de récidive, le minimum de l'amende sera porté à 500 francs.

ART. 5.

Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution de la présente loi. Ils auront, à cette fin, libre entrée des établissements industriels et commerciaux et le libre examen des livres de salaires.

Ils constateront les infractions dans les conditions prévues par la loi du 5 mai 1888, à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Hunne beslissingen worden in den *Moniteur* bekendgemaakt, nadat zij door den bevoegden Minister zijn goedgekeurd.

ART. 3.

De arbeidsvoorwaarden, door de gewestelijke commissiën bepaald, gelden als verplichtende minima, met dien verstande dat geen werkgever een bediende in dienst nemen mag aan minder gunstige voorwaarden dan die, welke zijn bepaald door de commissie, binnen welker gebied hij zijne nijverheid of zijnen handel drijft.

Is nietig elke overeenkomst tusschen werkgever en bediende gesloten aan minder gunstige voorwaarden dan die door de provinciale commissiën bepaald. De bediende, aan wien lagere wedden dan die der provinciale roosters mochten betaald worden, is te allen tijde en niettegenstaande elke strijdige verbintenis gerechtigd om van zijnen werkgever het bedrag daarvan te vorderen.

ART. 4.

Elke overtreding van de genomen en bekendgemaakte beslissingen der provinciale commissiën wordt gestraft met eene boete van 50 tot 1,000 frank. Bij herhaling, wordt het minimum der boete gebracht op 500 frank.

ART. 5.

De arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht zijn gelast te zorgen voor de uitvoering dezer wet. Daartoe hebben zij vrijen toegang tot de nijverheids- en handelsinrichtingen en kunnen zij inzage nemen van de loonboekjes.

Zij stellen de overtredingen vast op de wijzen voorzien bij de wet van 5 Mei 1888 voor het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

ART. 6.

Les chefs d'industrie ou les commerçants seront civilement responsables des amendes prononcées à charge de leurs directeurs, préposés ou mandataires.

ART. 7.

Des arrêtés royaux régleront l'exécution de la présente loi.

ART. 6.

De hoofden van nijverheidsbedrijven of de handelaars zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de boeten uitgesproken ten laste van hunne bestuurders, aangestelden of lasthebbers.

ART. 7.

De uitvoering dezer wet wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

JOS. BOLOGNE.

EUG. SOUDAN.

FRANZ FISCHER.
